



11 avril 2023

contact@npa33.org - www.npa33.org - <https://nouveau-partianticapitaliste.fr/> - 07 83 64 43 49

www.facebook.com/NPA-Bordeaux-592513090825388

Ni « pause », ni « médiation », rien à attendre du Conseil constitutionnel

413 milliards pour l'armée de 2024 à 2030 : la loi de programmation militaire est une provocation pour les millions de travailleur·se-s, jeunes, chômeur·es et retraité·e-s qui se sont mobilisés pour le retrait de la réforme des retraites qui est censée économiser une douzaine de milliards...

Depuis 3 mois maintenant, la mobilisation s'approfondit face à un pouvoir qui révèle chaque jour davantage son mépris et sa brutalité, au service des intérêts des multinationales et de la finance. Elle a gagné les universités, et l'opinion publique soutient de façon très majoritaire les grévistes et les manifestant.es.

Les médias aux ordres s'indignent contre les soi-disant violences des manifestations, comme à Sainte Soline avant d'être obligés de rendre compte de la violence inouïe des « forces de l'ordre ». Et même s'ils passent sous silence les nombreuses initiatives militantes, grèves, blocages d'entreprises, universités... ils ne peuvent masquer la révolte qui grandit face à une société que nous sommes de plus en plus nombreux·ses à ne plus supporter.

Good cop et bad cop...

Borne reçoit, Darmanin cogne

Pour essayer de reprendre la main, Borne a reçu les responsables de la droite, du centre, du RN, d'EELV et du PS qui ont ainsi cautionné une tentative de redonner du crédit à l'équipe Macron-Borne honnie par la rue.

L'intersyndicale, elle aussi, a jugé utile de se rendre à la convocation de Borne, la veille de la journée de grève, alors même que celle-ci avait prévenu qu'il n'était pas question de revenir sur les 64 ans et avait par avance infligé une fin de non-recevoir à Berger qui demandait, soutenu par Martinez, une « pause » et une « médiation », espérant quelques concessions à la marge.

Ces faux-semblants, qui essaient de ramener la lutte dans l'impasse du terrain institutionnel, témoignent des espoirs de l'intersyndicale de renouer avec le « dialogue social »... refusant d'engager réellement l'affrontement pour faire céder le pouvoir et le patronat.

Le gouvernement, lui, mène cet affrontement et renforce la répression depuis le 49.3.

Tabassages, gazages, arrestations et gardes à vue se sont multipliés, atteignant une brutalité encore plus forte à Sainte Soline.

Le pouvoir met le mouvement social au défi. Pour le relever collectivement, il nous faut prendre en main nos luttes en totale indépendance des jeux institutionnels parlementaires ou syndicaux.

Il n'y a rien à attendre de la décision à venir du Conseil Constitutionnel et de la poignée de « sages » qui doivent rendre leur avis vendredi. Quel qu'il soit, qu'ils retoquent en partie, totalement ou pas du tout la loi, nos exigences ne pourront être entendues que par nos luttes.

Quant au référendum que demandent certains, il a déjà eu lieu : ce sont les sondages et manifestations qui indiquent clairement où se trouve la majorité !

En lutte jusqu'au retrait, la démocratie est notre arme

Salarié·e-s, étudiant·es, retraité·e-s, chômeur·ses, nous sommes des millions à exprimer d'une façon ou d'une autre notre colère, soutenu·es par l'opinion publique.

C'est un ras-le-bol global qui s'exprime concernant les retraites, le droit du travail, les bas salaires, l'inflation, le chômage, les pensions de misère, la crise environnementale, la question de la démocratie, la violence sociale... un système sans avenir.

La conscience grandit que nous menons une lutte globale pour les intérêts du plus grand nombre contre une minorité qui exploite le travail et la nature.

Dans les syndicats, les collectifs, les universités, dans et devant les entreprises, par la grève, des actions de blocage, des assemblées générales, nous sommes nombreux à nous organiser, nous coordonner et décider de nos actions pour aller jusqu'au retrait.

Cette démocratie construite par en bas est un acquis précieux pour l'avenir. En prenant nos luttes en main aujourd'hui, nous posons des jalons pour demain prendre en main la société tout entière.

**Jeudi 13 avril, manifestation
intersyndicale interprofessionnelle
à 12 h place de la Bourse**

Direction, Macron, même combat ?

A la PIC, depuis des semaines on parle tous de la réorg à venir. Fin janvier, la direction a fait une proposition de nouveaux horaires qui ont fait grincer des dents la plupart des brigades. Entre temps, on a eu l'occasion de dire ce qu'on en pensait et les syndicats aussi. Mais apparemment la nouvelle version qu'ils ont reçue est tout simplement identique à 99 % à la première !

La direction nous fait du Macron : ils nous font parler mais ça ne change rien. On a le droit à des briefs, des réunions, des feuilles pour faire nos remarques, mais à la fin c'est toujours « cause toujours tu m'intéresses ! ».

Alors, comme contre la réforme des retraites, il faudra compter que sur nous-mêmes et notre mobilisation pour obtenir des horaires qui conviennent à tous !

Les intérimaires de Grenoble donnent l'exemple !

Depuis deux semaines, les jeunes intérimaires de Grenoble sont en grève contre la précarité et pour leur embauche en CDI Poste. Le mouvement a commencé après le non renouvellement du contrat de l'une d'entre eux : un licenciement de fait qui n'est pas du tout passé auprès des collègues.

Les grévistes rendent visite à d'autres bureaux où ils reçoivent le soutien des autres postiers, avec des débrayages tous les jours. De son côté, la direction refuse de les recevoir au prétexte qu'elle « n'est pas l'employeur des intérimaires » ! Si La Poste fait la sourde oreille, c'est qu'elle a peur : imaginez que tous les précaires du pays fassent la même chose qu'à Grenoble...

Le travail rend malade

Pour la première fois, le cancer du sein d'une infirmière qui travaillait de nuit a été reconnu maladie professionnelle. Des études ont montré qu'au bout de dix ans le risque de cancer du sein peut être multiplié par 2,6 pour 6 mois de travail de nuit dans l'année, et par 3 pour 3 nuits de suite ou plus par semaine.

Quant au travail en 12 heures, selon l'Institut National de la Recherche et de la Sécurité, il entraîne prise de poids, augmentation des erreurs, des accidents de travail ou de trajet, des conduites addictives, des troubles musculosquelettiques, cardio-vasculaires, de la grossesse, etc.

Nombre d'entreprises sont friandes de ces horaires et bien d'autres dit « atypiques » qui bouffent la santé et la vie sociale, mais génèrent des profits en intensifiant l'exploitation en adaptant horaires et effectifs au plus près de la production.

L'inverse de ce que permettraient les progrès techniques dans une société libérée de la recherche de profits où, par ailleurs, le travail sera partagé entre toutes et tous pour libérer du temps pour les loisirs et la culture !

Bonne promotion

Le 5 avril, à la mascarade de Borne recevant l'intersyndicale en grandes pompes à Matignon, on a pu voir Aurélien Rousseau en première ligne, ancien PDG de la Monnaie (qui comprend les établissements de Pessac et Paris) et directeur de cabinet de la ministre. Après avoir été au pilotage de la « loi travail » de Valls en 2016, le voilà maintenant à côté de Borne pour faire passer la casse de nos retraites !

Lorsqu'il était PDG de la Monnaie, il vantait déjà la même politique du « dialogue social », en lançant même un plan stratégique dit... « *Excellences Partagées* », tout en continuant la politique de suppressions de postes et les économies sur notre dos.

Aujourd'hui, en toute continuité, il fait le job aux côtés de Borne pour imposer 2 ans de plus de travail forcé à tous les salarié.es !

Haine et violence d'Etat pour les intérêts d'une minorité

Après le mouvement des gilets jaunes où la répression a été d'une violence inouïe, le gouvernement l'amplifie encore contre toute contestation.

A Sainte Soline, le 25 mars dernier, lors de la mobilisation contre les mégabassines, la répression a été particulièrement violente avec plus de 200 blessés dénombrés et le pronostic vital d'un manifestant de 34 ans toujours engagé à ce jour. Les forces de l'ordre ont été jusqu'à empêcher le Samu de secourir des blessés.

Depuis le début du mouvement sur les retraites, on ne compte plus les arrestations arbitraires alors que 75 % des procédures visant les manifestants ont été classées sans suite.

Le 5 avril, Darmanin, auditionné sur les violences des forces de l'ordre par le Parlement, a déclaré dans son délire : « *Il n'y a pas un problème du maintien de l'ordre mais un problème de l'ultragauche* »...

Il s'en est pris à la Ligue des Droits de l'Homme qui dénonce régulièrement les violences d'Etat, en menaçant de « regarder » les subventions de l'Etat à cette association. Une provocation !

Pour faire valoir les intérêts d'une minorité d'actionnaires, le gouvernement est prêt à tout.

